

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

----- 0 -----

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR**

----- 0 -----

**REPRESENTATION PERMANENTE DU SENEGAL
AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK**



**PROJET D'ALLOCUTION DE MONSIEUR L'AMBASSADEUR
AU DIALOGUE MINISTERIEL SUR LES LESSONS APPRISES
ET LA RECONSTRUCTION EN MIEUX A L'OCCASION DE LA
REUNION D'EXAMEN REGIONALE POUR L'AFRIQUE ET
HAITI, PREPARATOIRE A LA 5^E CONFERENCE DES
NATIONS UNIES SUR LES PMA**

New York, le 22 février 2021

session 1 : 9H -11H45

Monsieur le Président

Je voudrais, de prime abord, au nom du Ministre sénégalais en charge de l'Economie, saluer le leadership du Malawi dans la conduite des travaux de notre groupe. En témoignent les efforts fournis, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, pour la tenue de cette rencontre dans ce contexte si particulier de Covid-19.

A cet égard, je voudrais rendre un hommage mérité à mon frère et collègue, l'Ambassadeur Perks Ligoya, qui a brillamment représenté le Groupe des PMA et a défendu de très belle manière ses positions.

Mesdames et Messieurs,

Alors que nous nous acheminons progressivement vers la 5e conférence des Nations unies sur les PMA, la réunion régionale d'examen pour l'Afrique et Haïti doit, au-delà du bilan de la réalisation du Programme d'action d'Istanbul, relever le niveau d'ambition en proposant non seulement de nouvelles orientations mais aussi des approches novatrices, afin d'éviter de reproduire les mêmes travers qui ont eu cours lors de la décennie passée.

Cela est d'autant plus important que les huit domaines prioritaires du programme d'Istanbul n'ont pas connu de résultats probants.

L'objectif global de ce programme était de surmonter les problèmes structurels qui entravent l'élimination de la pauvreté, la réalisation des objectifs de développement définis sur le plan international et réussir le processus de reclassement. Il n'a pas été atteint.

En fait, il était prévu que 50% des PMA seraient reclassés en 2020. Il n'y a eu que trois pays, dont un africain, qui l'ont été: les Maldives, Samoa et la Guinée équatoriale.

Notons que 33 des 46 PMA sont en Afrique, soit les deux tiers ; donc un taux de reclassement extrêmement faible pour notre continent. Des efforts supplémentaires s'imposent en conséquence.

Notre ambition n'est pas dresser un tableau sombre de la mise en œuvre du programme d'Istanbul, mais plutôt de rappeler que les raisons de son adoption sont toujours d'actualité. En effet, le revenu national brut (RNB), le capital humain et la vulnérabilité économique aux chocs extérieurs n'ont pas connu d'avancées significatives dans les PMA.

Il suffit de jeter un regard critique sur les agrégats en Afrique pour savoir qu'il y a d'énormes efforts à faire si l'on veut inverser la tendance.

Mesdames et Messieurs,

Le Sénégal, en ce qui le concerne, a fait des avancées notoires dans la mise en œuvre du Programme d'Istanbul. Des améliorations ont été notées dans les investissements publics relatifs à l'agriculture et aux infrastructures (routes, énergie, etc.), basés sur le Plan Sénégal émergent (PSE) qui est en parfaite adéquation avec le Programme d'Istanbul.

Cependant, l'économie sénégalaise est toujours marquée par des contraintes structurelles qui affectent la qualité de la croissance, notamment la taille du secteur informel.

Mon pays, à l'instar de tous les pays du monde, a subi de plein fouet les effets de la pandémie qui a affecté les secteurs-clés de son économie. A titre d'illustration, environ 28% de nos entreprises formelles ont procédé à un arrêt momentané de leurs activités et 85% de nos ménages ont subi une baisse de leurs revenus.

Pour autant, le Sénégal a fait preuve de résilience, qui s'explique en partie par l'expérience tirée des épidémies antérieures, y compris à l'échelon sous-régional.

L'implication de toutes les composantes de la Nation, à savoir les acteurs politiques, la société civile, le secteur privé, les chefs religieux et coutumiers y a également grandement contribué.

Pour faire face aux impacts de la COVID-19, le Sénégal a mis en place le Programme de Résilience économique et sociale à hauteur de 1,64 milliard de dollars, soit 7% de son PIB. A cet égard, il a revu à la hausse le budget du Plan d'actions prioritaires (PAP) 2019-2023 du Plan Sénégal émergent, dorénavant intitulé PAP amélioré et accéléré (PAP 2a) et ce, en le faisant passer de 14.098 à

14.712 milliards de FCFA, afin de favoriser le renforcement du système de santé, la résilience sociale des populations, ainsi que la stabilité macro-économique et financière de notre pays.

Du reste, des ajustements se poursuivent dans le contexte de la seconde vague qui frappe mon pays.

Grâce à cette posture vigoureuse et dynamique du Gouvernement, la campagne de vaccination qui démarrera demain, le 23 février 2021, contribuera, en plus des mesures prises pour le relèvement technique du plateau sanitaire, à juguler la propagation de la pandémie et ses effets socio-économiques.

200 000 doses sont déjà disponibles auxquelles s'ajouteront dans les prochaines semaines environ 6 600 000 doses, ce qui permettra une vaccination de près de la moitié de la population. Cette dynamique sera bien évidemment poursuivie jusqu'à l'éradication complète du virus.

Mesdames et Messieurs,

Je disais au début de mon propos que nous devons avoir de nouvelles orientations et de nouvelles approches pour que le prochain Programme de Doha connaisse un plein succès, car dans les PMA tout est urgence et tout est priorité.

Il est impératif de réfléchir dès lors sur la consolidation des systèmes budgétaires des PMA afin de réduire la dépendance à l'Aide Publique au Développement et mieux maîtriser leurs politiques de développement.

Lutter contre les flux financiers illicites qui les appauvrissent est également important. La coopération internationale à ce sujet doit être de mise car les PMA ont besoin d'une forte mobilisation des fonds pour investir dans des infrastructures résilientes et acquérir de nouvelles technologies.

Il est donc évident que la facilitation de l'accès au financement à long terme reste une réponse adéquate aux problèmes des PMA. Il s'y ajoute qu'un partenariat public-privé fort est nécessaire pour encourager l'investissement privé.

Par ailleurs, à côté de la vulnérabilité économique, l'exposition aux changements climatiques et la perte croissante de la biodiversité affectent de plus en plus les PMA.

C'est pourquoi nous devons désormais intégrer la gestion des risques et des catastrophes dans nos politiques de développement.

A la Conférence de Doha, nous devons donc inviter nos partenaires à soutenir la lutte contre la dégradation de l'environnement. Je reste convaincu que les PMA doivent bénéficier des facilitations d'accès au financement climatique, notamment celui relatif à l'adaptation pour y faire face.

Mesdames et Messieurs,

L'objectif des PMA doit être l'amélioration substantielle des conditions de vie de leur populations et non la hantise de s'ajouter ou de se retirer d'une liste, en se basant sur des indicateurs qui, parfois, ne reflètent pas réellement le ressenti des populations.

Voilà ce à quoi devra s'atteler le futur Programme d'action de Doha, en plus de la transformation structurelle de nos économies, l'amélioration des capacités productives de nos sociétés et l'élargissement de la coopération sud-sud.

Je vous remercie de votre aimable attention.